

# CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles

>>> Août 2024

## POINTS CLÉS

### VOLAILLE

- Au cours des cinq premiers mois de 2024, les abattages de volailles de chair ont affiché une forte croissance (+ 19,6 %) avec des niveaux records d'abattages de poulets et la reprise de ceux de canards.
- La consommation à domicile de viande de volailles des ménages est toujours dynamique soutenue par le retour de l'offre et le repli des prix moyens.
- La hausse des abattages a permis la hausse des exportations de viandes et préparations de poulet vers l'Union européenne et les pays tiers, tandis que les importations se sont stabilisées.
- La consommation d'œufs à domicile continue d'augmenter avec des prix qui restent stables ; néanmoins des signes de ralentissement de la consommation depuis juin se présentent. La TNO calibre M suit une tendance baissière depuis mi-avril en conséquence de la reprise de la production et d'une offre qui répond à la demande. Le solde du commerce extérieur des œufs coquilles et ovoproduits est resté négatif en valeur et en volume avec une reprise des importations au second trimestre.

### VIANDE PORCINE

- En juillet 2024, le recul des abattages de porcs tend à se ralentir (- 0,5 % en volume et - 1,4 % en têtes sur douze mois glissants).
- Les cotations françaises, en légère croissance jusqu'à fin juillet, ont ensuite connu un retournement de tendance saisonnière et sont revenues au 26 août à environ 2,10 €/kg de carcasse classe S. Dans le même temps, les coûts liés à l'aliment progressent légèrement. À ce stade, ces facteurs n'affectent pas significativement la rentabilité des élevages.
- Sur les six premiers mois 2024, les importations de viande sont en hausse alors que les exportations reculent.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) connaît une évolution qui, quoique négative, tend à se réduire (en juin - 1,0 % sur douze mois glissants).

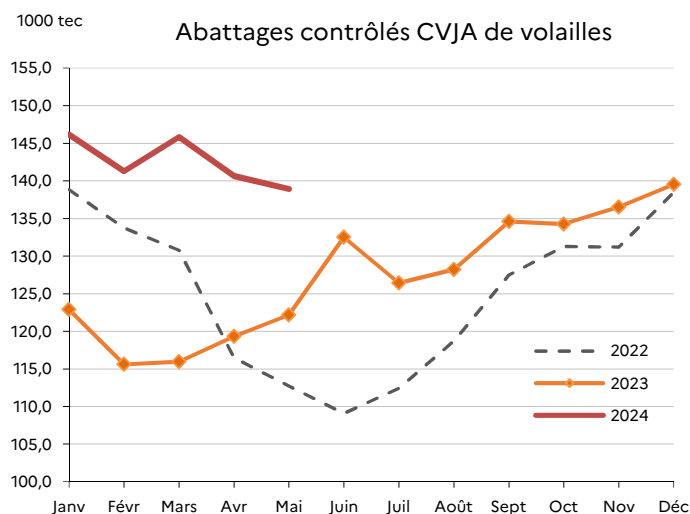
### ALIMENTATION ANIMALE

- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en mai 2024 (+ 4,3 % par rapport à mai 2023), avec des évolutions contrastées selon les espèces : bovins (+ 8,8 %), porcins (- 0,8 %), poulet (- 1,7 %), poudeuses (+ 3,0 %).
- En mai 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 0,9 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 0,8 %, volailles - 0,4 %).

## VOLAILLES DE CHAIR

• En avril 2024, les **misés en place** de volailles de chair ont progressé de 2,7 % par rapport à avril 2023. Si les mises en place de canard ont continué de se redresser fortement (+ 35,7 %), les mises en place de dinde ont diminué (- 6,0 %). Après deux mois de forte hausse, les mises en place de poulet se sont stabilisées (+ 1,2 %).

En cumul sur 5 mois 2024, les abattages de volailles sont toujours nettement supérieurs à leur niveau de l'an dernier (+ 19,6 %). Le rebond des abattages de canard gras (+ 75,7 %) et à rôtir (+ 83,9 %) s'est confirmé après le fort repli de 2022 et 2023 consécutifs à la crise d'influenza aviaire. Les abattages de dindes ont aussi repris (+ 18,8 %) mais sont restés en retrait par rapport à leur niveau moyen 2019-2021 (- 116,4 %). Les abattages de poulets ont continué leur croissance (+ 14,2%) toujours en forte hausse par rapport à la moyenne 2019-2021.



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

• Suivant la hausse de la production, au premier semestre 2024, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet ont renoué avec la croissance (+ 17,6 %, soit + 26,4 ktec). Les exportations vers l'Union européenne ont progressé (+ 20,0 %, soit + 17,2 ktec) avec une hausse toujours marquée vers les Pays-Bas (+ 93,1 %, soit + 14,1 ktec) qui sont en partie le fait de réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. Les envois ont aussi été dynamiques à destination des pays tiers (+ 14,5 % soit + 9,2 ktec) notamment vers l'Afrique subsaharienne (+ 5,9% soit + 0,4 ktec) et les pays du Proche et Moyen-Orient (+ 4,7 %, soit + 1,6 ktec).

En parallèle, sur la même période, les **importations** françaises de viandes et préparations de poulet évoluent peu (+ 0,7 %, soit + 2,9 ktec). Cette stabilité masque des disparités selon les pays. En effet, si les importations ont reculé depuis les Pays-Bas (- 13,8 %, soit - 9,4 ktec), l'Allemagne (- 12,7 %, soit - 4,4 ktec) et de manière plus modérée depuis la Belgique (- 1,7 %, soit - 1,7 ktec), elles sont restées en hausse depuis la Pologne (+ 11,0 %, soit + 12,8 ktec). Par ailleurs, en valeur, les importations françaises de viandes et préparations de poulet ont diminué (- 2,8 %). En conséquence, les prix ont reflué depuis début de l'année 2023.

Au global, sur les six premiers mois de 2024, le solde des échanges français des viandes et préparations de volailles est déficitaire de 224 ktec et de 633 millions d'euros. Le déficit se réduit légèrement par rapport à 2023, à la fois en volume (33 ktec) et en valeur (121 millions d'euros).

• En cumul sur 6 mois 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats des ménages** de viandes fraîches et élaborés de volailles, ont augmenté (+ 7,6 %) favorisés par le recul des prix moyens (- 3,2 %). La hausse de la consommation a profité à l'ensemble des espèces : + 5,1 % pour le poulet, + 9,3 % pour la dinde, + 81,6 % pour le canard. Le segment des découpes de poulet a enregistré de fortes hausses d'achats (+ 6,1 %) tandis que les achats de poulet entier PAC ont peu évolué (- 0,1 %). Les achats d'élaborés (hors charcuterie) ont renoué avec une forte croissance (+ 8,5 %) et les achats de charcuterie ont progressé (+ 2,2 %) porté par un dynamisme des achats de jambon de volaille (+ 6,5 %).

## LAPINS

En cumul sur 5 mois 2024, les abattages de lapins ont maintenu leur tendance baissière (- 6,8 %). Malgré le repli du coût des matières premières, la **cotation nationale** du lapin vif se maintient à un niveau élevé (2,13 €/kg en semaine 27), en recul par rapport à l'année précédente (- 3 centimes/s.27 2023).

Au premier semestre 2024, les **exportations** ont progressé (+ 10,7 %, soit + 178 tec) soutenues par des envois dynamiques vers l'Union européenne (+ 15,0 % soit + 193 tec) notamment vers l'Italie, la Belgique et le Portugal. À l'inverse, les envois vers les pays tiers ont reculé (- 4,3 %, soit - 16 tec) affectés par le repli des principaux débouchés (États-Unis, Royaume-Uni et Hong-Kong). Les **importations** françaises de viande de lapin ont enregistré une forte baisse (- 35,7 %, soit - 160 tec) sous l'effet d'un repli des volumes des principaux fournisseurs européens (Belgique et Espagne) et de la Chine. Au global, le solde des échanges français de viande de lapin est positif avec un excédent de 1 545 tec et de 7,5 millions d'euros. Par rapport à 2023, l'excédent s'améliore de 337 tec et de 2,0 millions d'euros.

## POULES PONDEUSES ET ŒUFS

En cumul sur 4 mois les **mises en place** de poulettes de ponte ont augmenté (+ 11,1 %) avec une hausse de 32,7% en avril 2024.

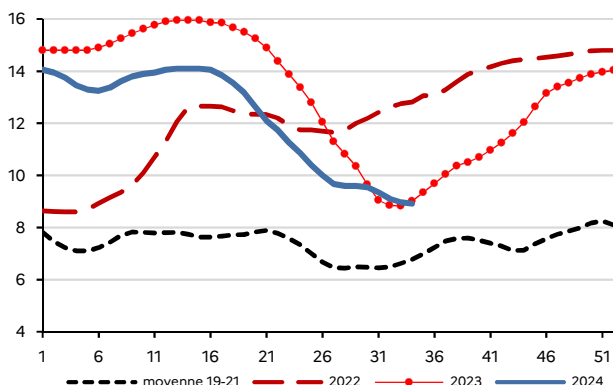
Au premier semestre dans un contexte de reprise de la production d'œufs, les exportations d'ovoproduits alimentaires et d'œufs coquilles ont repris (+ 27,1 %, soit + 14,4 ktéoc). Les exportations d'ovoproduits alimentaires (+ 24,1 %, soit + 9,1 ktéoc) ont atteint des niveaux records par rapport à la période 2019-2022 avec une forte croissance vers l'ensemble des principaux débouchés (Belgique, Espagne, Italie, Royaume-Uni) à l'exception de l'Allemagne. Les exportations d'œufs coquilles bien qu'en hausse (+ 8,9 %, soit + 0,7 ktéoc) sont en deçà de la moyenne 2019-2022, à relier avec la consommation intérieure soutenue. Les **importations** d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires sont de nouveau orientées à la hausse (respectivement + 9,7 % soit + 3,2 ktéoc et + 2,4 % soit - 0,9 ktéoc) avec un retour des importations au second trimestre en provenance d'Espagne et d'Italie pour les ovoproduits alimentaires auxquels il faut ajouter les Pays-Bas et la Belgique pour les œufs coquilles.

Au global, sur le premier semestre 2024, le solde global des échanges français d'œufs coquilles et d'ovoproduits alimentaires et non alimentaires reste déficitaire, conséquence du retour des importations. En cumul sur les 6 premiers mois, le solde atteint - 9,5 ktéoc en volume et - 15,6 millions d'euros. Il s'améliore ainsi de 9,4 ktéoc et de 33,4 millions d'euros au regard de 2023.

Depuis mi-avril, la **cotation TNO** calibre M marque une baisse continue, suivant l'évolution de la cotation dans l'Union européenne, avec une offre qui progresse et ce malgré une consommation soutenue. Le cours est redevenu inférieur à son niveau de 2022 et rejoint son niveau de 2023. En semaine 33, il a atteint 9,87 € / 100 œufs (+ 0,14 € / s.33 2023).

Au premier semestre 2024, selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, les **achats d'œufs des ménages** ont progressé (+ 4,2 %) alors que les prix moyens évoluent peu (- 0,5 %). Les achats d'œufs plein air hors label rouge et au sol ont continué de croître (respectivement + 9,2 % et + 9,3 %) tandis que les achats d'œufs biologique, label rouge et cage se sont repliés (respectivement - 2,3 %, - 2,9 % et - 1,1 %). Sur le seul mois de juin, les achats d'œufs ont montré des signes de ralentissement (+ 0,6 %).

€/ 100 œufs Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



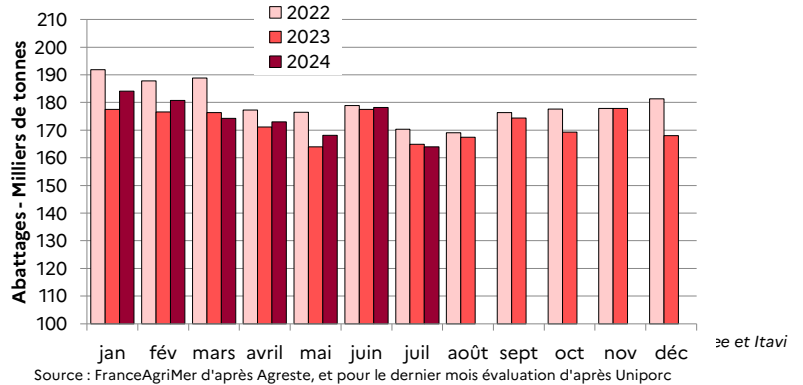
Source : FranceAgriMer, d'après Les Marchés

# FILIÈRE PORCINE

## Abattages

En volume, les abattages français des 7 premiers mois de 2024 apparaissent en légère progression par rapport à ceux de 2023 (+ 1,2 %). Sur 12 mois glissants, en revanche, les volumes marquent encore un repli (-0,5 % par rapport aux 12 mois antérieurs), repli qui cependant se réduit (en avril 2024, sur 12 mois glissants, la baisse était de 1,8 %). En têtes, les abattages sont en recul de 1,4 %. Ces chiffres témoignent d'un ralentissement de la baisse des volumes abattus en France, alors que depuis plus de deux ans, ceux-ci n'ont cessé de s'effriter, suivant en cela la baisse du cheptel.

On ne dispose pas encore des chiffres de l'enquête cheptel France de mai 2024, mais celle de novembre 2023 avait signalé un recul de 2,0 % pour les truies et 3,2 % pour l'ensemble des porcs. Compte tenu d'une conjoncture nettement plus favorable pour les éleveurs, on peut espérer qu'un rééquilibrage se fasse pour le cheptel porcin français, à l'exemple d'autres pays comme l'Espagne, le Danemark ou les Pays-Bas.

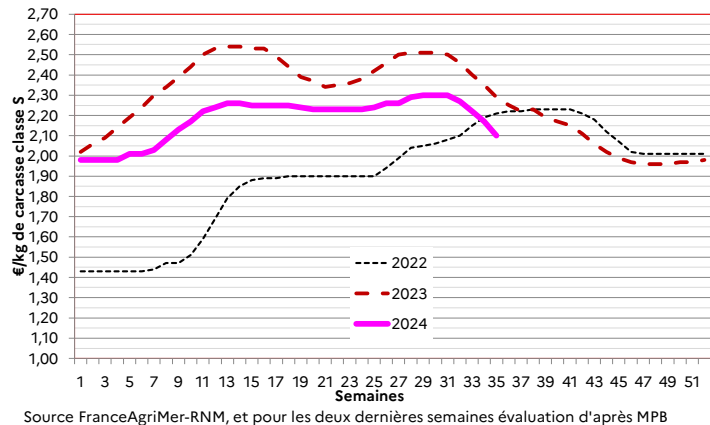


## Cotations carcasse classe S

Les cotations françaises, stables en mai, puis en légère croissance jusqu'à fin juillet, ont ensuite connu un retournement de tendance début août (de l'ordre de 2,10 €/kg de carcasse classe S au 26 août).

Cette évolution suit les tendances saisonnières classiques, en retrait néanmoins sur les niveaux records observés en 2023. Sur le marché, l'offre et la demande, très calmes, tendent à s'équilibrer.

La demande intérieure française apparaît en effet toujours peu dynamique. Les espoirs de reprise sous l'effet du ralentissement de l'inflation, ainsi que d'une météo plus favorable, ne se sont pas concrétisés en juillet.



En août, les principaux prix européens sont dans une situation proche de ceux de la France : après une période de stabilité, un recul s'est engagé (Belgique, Allemagne, Espagne, Pays-Bas). Si l'offre est freinée par la chaleur, qui réduit la croissance des porcs (cas tout particulièrement de l'Espagne), la demande intérieure reste morose. Les espoirs de forte hausse de la consommation de grillades lors des événements sportifs (coupe d'Europe, Jeux olympiques) ne semblent pas s'être réalisés.

À l'export, la demande reste par ailleurs peu soutenue, la forte concurrence des États-Unis et du Brésil s'exerçant toujours sur les marchés des pays tiers, en particulier en Asie.

## Échanges

Sur les six premiers mois de 2024 comparés à ceux de 2023, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les exportations en volume de la France ont été en recul (- 2 %, - 4 kt). En baisse vers l'UE (- 3 %, - 4 kt), elles ont néanmoins progressé sur l'Italie, principale destination (+ 6 %, + 2 kt). Vers les pays tiers, elles reculent (- 1 %, - 1 kt), en particulier vers la Chine (- 24 %, - 7 kt). En parallèle de l'ouverture d'une procédure anti-dumping sur la viande de porc contre l'Union européenne, les importations chinoises de viande se restreignent toujours plus,

ceci malgré une réduction de la production locale et des prix élevés sur le marché intérieur.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les importations de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont progressé (+ 6 %, + 8 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, ont aussi été en hausse (+ 20 %, + 2 kt).

Au total, le solde est positif en volume (+ 67 Kt), mais en recul par rapport à 2023 (- 15 %).

## Consommation

La consommation totale de porc en volume (calculée par bilan), en légère progression en 2021 et 2022, puis en net recul en 2023 (- 3,7 % en volume par rapport à 2022) connaît une situation un peu moins dégradée en 2024 (- 1 % en juin sur douze mois glissants), sans doute en lien avec la décélération des prix au détail.

Les prix au détail fournis par le panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en juin 2024, font apparaître un net ralentissement de l'inflation sur la viande fraîche : + 3,4 % pour le porc frais contre + 8,1 % en janvier (et + 2,6 % pour les viandes de boucherie fraîches contre + 6,1 % en janvier). Sur la charcuterie les prix suivent aussi cette évolution (jambon cuit + 4,1 % en avril contre + 8,9 % en janvier, autres charcuteries + 5,4 % contre + 9,6 %).

Malgré un recul de l'inflation plus accentué sur le porc que sur les autres viandes, les données de Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en juin 2024, ne font pas ressortir à ce stade d'effet sur les volumes de produits porcins achetés par les ménages pour leur consommation à domicile. Ceux-ci ont continué à se réduire : - 3,9 % pour la viande de porc hors élaborés, - 5,9 % pour les saucisses fraîches, - 2,4 % pour le jambon cuit. Pour ce qui concerne les autres charcuteries (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages s'érode également (- 1,8 %).

## ALIMENTATION ANIMALE

En ce qui concerne les FAB, la production d'aliments a augmenté de 4,2 % entre janvier et mai 2024. Les incorporations de céréales déclarées à FranceAgriMer au 1<sup>er</sup> juin 2024 confirment cette tendance avec une hausse générale de 3,8 % entre janvier et mai, portée principalement par le maïs (+ 29 %), le sorgho (+ 25 %).

Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP ont progressé en volume en mai 2024 (+ 4,3 % par rapport à mai 2023), avec des évolutions contrastées selon les espèces : bovins (+ 8,8 %), porcins (- 0,8 %), poulet (- 1,7 %), poules (+ 3,0 %).

En mai 2024, l'indice Ipampa pour aliments composés a reculé de 0,9 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 0,8 %, volailles - 0,4 %). Le coût de l'aliment porc croissance IFIP connaît une légère reprise en juin à 318 €/t, niveau qui reste élevé. L'indice coût matières premières Itavi de mai 2024, au regard du mois précédent, a progressé de 2,3 % pour les poules poules et de 1,9 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex  
Tél. : 01 73 30 30 00 — [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

FranceAgriMer  
@FranceAgriMerFR